

ACCUSÉE PAR LES SYNDICALISTES DE METTRE EN PLACE UN RÉSEAU PARALLÈLE

Sonatrach veut-elle doubler Naftal ?

La situation risque de prendre des proportions «inatendues», si la direction générale de Sonatrach «campe sur sa décision de mettre en exécution le fameux plan conçu par ses responsables et qui vise la destruction de Naftal». La réunion ayant regroupé, hier, durant trois heures, le patron de Sonatrach avec le secrétaire général du syndicat d'entreprise de Naftal n'a rien apporté de nouveau. Les prémices d'un bras de fer sont désormais palpables.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Face à cette situation, le syndicat d'entreprise de Naftal organisera mardi prochain un autre regroupement régional de ses cadres régionaux, le second après celui d'Annaba. Celui-ci aura lieu à Oran et verra la participation de tous les cadres syndicaux de l'ouest du pays, alors que le troisième regroupement, se tiendra une semaine après, dans la région du Centre, plus exactement dans la wilaya de Boumerdès.

Rencontré hier à l'issue de l'entrevue qu'il a eue avec le P-dg de Sonatrach, le secrétaire général du syndicat de Naftal a fait part de sa déception totale des résultats ayant sanctionné cette réunion.

Selon lui, chacune des parties a campé sur ses positions et aucune avancée n'a été enregistrée sur la question. C'est face à cette situation «d'impasse», que le syndicat d'entreprise de Naftal a décidé de faire appel à la base syndicale et d'en rendre compte de la situation qui a

découlé des dernières tractations avec la société mère. Une situation que le secrétaire général du syndicat d'entreprise Naftal veut porter à l'attention de l'opinion d'une manière générale et aux décideurs d'une manière particulière.

Lors du dernier regroupement, Sid-Ali Beldjerdi a appelé les travailleurs à se mobiliser autour de leur entreprise pour «faire face à toutes les convoitises et autres desseins qui ne cadrent nullement pas avec les intérêts de Naftal».

En effet, le secrétaire général du syndicat d'entreprise Naftal n'y est pas allé par quatre chemins pour dénoncer un plan qualifié de «machiavélique», visant la mise à mort de l'entreprise.

Devant le P-dg de Naftal, Saïd Akrèche et les cadres de l'entreprise, Beldjerdi n'a pas mâché ses mots pour dire que «des responsables au sein de la Sonatrach s'agitent pour mettre l'activité de Naftal en danger».



Photo : Samir Sid

Naftal menacée par Sonatrach.

Un réseau parallèle à Naftal

Dans son intervention, le secrétaire général du syndicat d'entreprise a pointé un doigt accusateur à l'encontre des responsables de Sonatrach qui ont, selon lui, mis au point un plan visant à créer un réseau parallèle de stations-service propres à Sonatrach pour concurrencer celles de Naftal. En d'autres termes, Naftal risque d'être concurrencée sur son propre terrain par une filiale «sœur» dans le domaine

de la distribution des lubrifiants et du carburant. «Il ne s'agit ni plus ni moins que d'une volonté d'asphyxier voire de tuer Naftal», a-t-il expliqué.

Hier, lors de notre entrevue, le secrétaire général du syndicat Naftal n'a pas avancé les raisons à l'origine de cette nouvelle «orientation» de Sonatrach ni pourquoi «veut-on déposséder Naftal de cette activité». S'agit-il d'un plan décidé de l'extérieur de Sonatrach que des responsables ont voulu mettre en exécution ? Une question à laquelle notre inter-

locuteur n'a pas su donner de réponse. Mais il n'en demeure, selon lui, «qu'il s'agit plutôt d'un plan monté de toutes pièces contre Naftal et dont les objectifs sont à rechercher ailleurs». «Devrons-nous nous laisser dicter des décisions et autres orientations qui anéantissent la raison d'être et les intérêts de Naftal ? Sommes-nous obligés de nous résigner au sort décidé pour Naftal ? Devons-nous être témoins de la mort de notre entreprise et rédiger nous-mêmes son acte de décès ?» s'interroge-t-il. Cette donne intervient au moment où l'entreprise Naftal s'est fixé la réception de 33 stations-service avant la fin de l'année 2013. Il s'agit de 33 stations sur les 42 prévues sur l'autoroute Est-Ouest. Les autres, au nombre de neuf, sont déjà fonctionnelles. L'Etat a confié à Naftal, en 2010, la mission de réaliser et d'exploiter 42 stations-service avec toutes les commodités qui vont avec. Le choix porté sur cette entreprise publique pour réaliser ces infrastructures est stratégique. Il vise «à sauvegarder la souveraineté nationale», selon les déclarations faites, en novembre dernier, par le ministre des Travaux publics, Amar Ghoul.

Le ministère a préféré recourir à une opération de gré à gré au lieu de lancer un appel d'offres qui «aurait pris plus de temps, au moins 3 ans, et les travaux ne pourront pas être lancés avant 2014».

A. B.

FAUSSES DÉCLARATIONS, VALEUR MINORÉE...

Les douanes se veulent offensives

Les Douanes nationales se veulent offensives en matière de contrôle douanier et de lutte contre la fraude, notamment contre les fausses déclarations et les valeurs en douanes minorées.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - C'est ce que le directeur général des Douanes, Mohamed Abdou Bouderbala, a explicité, jeudi dernier, lors d'une conférence de presse. Constatant que les recettes douanières (produits de douanes, TVA à l'importation, droits et taxes exigibles) collectées ont atteint 780 milliards de dinars en 2012, en progression de 17,49% par rapport à 2011 (578,641 milliards de dinars), le DG des Douanes n'a pas manqué de relever la progression constante du recouvrement depuis 2006. Certes, les importations ont enregistré un «recul» entre 2011 et 2012, passant de 47,246 milliards de dollars à 46,801 milliards de dollars. Néanmoins, cette hausse des recouvrements douaniers s'explique, indique-t-on, par les efforts de consolidation déployés par les Douanes en matière de contrôle des éléments de taxation (valeur en douane, espèce tarifaire et origine des marchandises), contrôle a poste-

riori, développement du renseignement douanier, mise en place de postes de douane de surveillance... En ce sens, l'accent a été mis sur une meilleure appréciation de la valeur de dédouanement, sur la base d'une valeur fourchette et de l'obligation pour l'opérateur de déclarer et d'apporter la preuve de cette valeur. Relevant les rôles du Centre national de l'informatique et des statistiques (CNIS) et de la Direction du renseignement douanier dans le suivi des «tendances» du commerce extérieur, en matière de déclarations et de recouvrement, M Bouderbala dira : «On agit. L'information nous parvient.»

Peu explicite certes, le DG des Douanes indique néanmoins qu'il y a des dossiers, des enquêtes ouvertes. Certains dossiers sont transmis à la justice», en matière de fausses déclarations, de sous-déclarations. Un travail quotidien, dira-t-il, appelant ainsi à la vigilance. Et une vigilance également sollicitée

concernant les frontières d'autant que «les narcotrafiquants utilisent la chaîne logistique internationale», en rapport à l'affaire d'introduction de drogue dans des emballages de lait. Dans ce contexte, l'on indique que 83 postes de surveillance frontalière

sont en cours de réalisation dont six sont déjà opérationnels.

En outre, Mohamed Bouderbala a indiqué que des saisies de l'ordre de 100 tonnes de résine de cannabis ont été opérées dans le cadre de la lutte contre la contrebande transfron-

talière. Relevons, par ailleurs, que 1 167 agréments de commissionnaires en douane ont été soit suspendus, soit annulés ou retirés. Ainsi, 1 189 commissionnaires en douane sont actuellement en exercice.

C. B.

STATUT D'OPÉRATEUR ÉCONOMIQUE AGRÉÉ

20 producteurs seront agréés fin janvier 2013

Vingt producteurs nationaux vont bénéficier, le 26 janvier prochain, du statut d'opérateur économique agréé (OEA) auprès des Douanes algériennes. Outre des facilités douanières, ce statut permettra aux agréés de bénéficier d'un rapport de «confiance» et d'une «relation directe, partenariale» avec les services douaniers, relèvera M. Bouderbala qui précise que ce statut sera élargi progressivement à d'autres types d'opérateurs économiques et com-

merciaux. Ce qui s'inscrit dans le cadre de la dynamique de promotion de l'investissement, le développement d'une meilleure proximité avec les opérateurs et une rationalisation du contrôle au niveau portuaire et extra-portuaire, nonobstant la responsabilité des autorités portuaires en matière de gestion et organisation des espaces dédiés aux marchandises en voie de dédouanement. Et cela, même si le contrôle «inopiné» a posteriori s'exercera également sur

les opérateurs économiques agréés et qu'ils soient passibles de sanctions sévères en cas de non-respect de leurs engagements. Cela, en attendant la mise en place d'un «guichet unique» du commerce extérieur, un domaine où l'Algérie «est toujours en retard», relèvera M. Bouderbala. Toutefois, un projet est lancé en ce sens sous l'égide du ministère des Transports et un transfert d'expertise étrangère.

C. B.

CORRUPTION DANS LE CORPS DES DOUANES

19 agents poursuivis en justice

Dix-neuf agents du corps des Douanes font actuellement l'objet de poursuites judiciaires pour des raisons de corruption. Selon le DG des Douanes, ce nombre est en diminution par rapport aux 63 agents poursuivis pour des raisons de corruption et de délits assimilés depuis 2006. A ce propos, Mohamed Abdou Bouderbala a réaffirmé l'engagement de son institution à lutter sans merci contre la corruption, esti-

mant que la corruptibilité des agents ne peut constituer un justificatif ou un facteur atténuant. Et d'autant que l'administration douanière a développé la déconcentration du contrôle interne préventif et curatif. Serein quant au climat social de son institution, le DG des Douanes n'a pas manqué d'évoquer les différentes mesures prises en matière de revalorisation salariale, amélioration des conditions socioprofes-

sionnelles et développement de la formation notamment. Notons que les Douanes nationales comptent actuellement un

effectif de 20 422 fonctionnaires dont 17 420 corps spécifiques et 3 002 corps assimilés.

C. B.

Le code des douanes en voie d'adoption

Le projet du nouveau code des douanes est en phase d'adoption, selon la direction générale des douanes. La présentation de ce texte, qui vise à mettre les dispositions du code de 1998 en conformité avec le contexte économique national et international actuel, devrait intervenir prochainement, ainsi que la mise en œuvre des textes réglementaires subséquents.

C. B.

CONTREBANDE DE PÉTARDS

Un problème profondément culturel, estime Bouderbala

La contrebande et l'usage des pétards représentent «un problème culturel très profond», estime Mohamed Bouderbala. Certes, le DG des Douanes constate que le phénomène tend à diminuer, au regard des saisies opérées dont certaines très importantes. «Il est très difficile d'introduire les produits pyrotechniques», estime le responsable de l'institution douanière qui réfute également l'existence de «barons» du pétard. Toutefois, la prévalence sociale de ce phénomène et la quête par certains jeunes du gain facile même risqué compliquent la gestion de ce problème qui, considère-t-on à la DGD, relève de la responsabilité de tout le monde. Notons qu'en 2012, des saisies d'un volume de 1 044 341 unités et d'une valeur de 1,579 million de dinars ont été opérées.

C. B.